



DÉFENDONS ENSEMBLE



LES SALARIÉS DES TRANSPORTS

Le transport est au cœur de l'économie. Pour accroître les profits des grands groupes capitalistes, nos secteurs subissent, depuis plus de 20 ans, un processus de dérégulation qui conduit à en abaisser le « coût » au détriment des conditions de vie et de travail des salariés. En remettant en cause la Loi d'Orientation sur les Transports Intérieurs (LOTI) de 1982, qu'il veut remplacer par une Loi d'Orientation des Mobilités (LOM), le Gouvernement cherche à achever la libéralisation. D'autres lois discutées en même temps forment une vaste offensive contre nos emplois, nos métiers et nos protections collectives acquises par des décennies de lutte.

CHEZ LES CHEMINOTS

► Privatisation

- Transformation des Entreprises Publiques (EPIC) SNCF en sociétés par actions, avec possibilité de filialiser et vendre librement leurs activités ;
- Multiplication des partenariats public-privé sur les lignes nouvelles ou les gares.

► Droits collectifs

- Remise en cause du Statut des cheminots ;
- Blocage du patronat sur une convention collective ferroviaire de haut niveau pour les salariés de la branche.

► Emplois

- 2 000 emplois supprimés par an à la SNCF ;
- Plans sociaux et ruptures conventionnelles dans le privé.

► Salaires

- 4 ans de gel des salaires à la SNCF. Le patronat a été obligé par le conflit du 1^{er} semestre d'accepter la création de mesures automatiques de majoration salariale liées à l'ancienneté. Mais il refuse toujours de reconnaître pleinement les diplômes et de payer les compétences et les responsabilités à leur juste valeur.

► Réforme des retraites

- Arrêt des recrutements au Statut au 1^{er} janvier 2020, donc volonté de fermer le régime spécial des cheminots.

DANS LES TRANSPORTS

► Privatisation

- Accélération de la privatisation des aéroports, notamment Aéroports de Paris (ADP) avec la loi PACTE.

► Droits collectifs

- 4^e paquet routier européen qui veut fortement dégrader les conditions de travail, notamment les temps de repos des conducteurs ;
- Non-application de l'accord du 4 octobre dans la branche ;
- Annonce de la suppression du Statut des agents de la RATP ;
- Remise en cause des conventions collectives et des accords d'entreprise.

► Emplois

- 1 000 postes supprimés à la RATP ;
- 11 000 suppressions d'emplois à Air France en 5 plans successifs ;
- Productivité dans les réseaux de Transports Urbains pour faire face aux besoins croissants sans créer les emplois nécessaires, avec une augmentation de la précarité ;
- Augmentation des heurts de véhicules patrouilleurs sur les autoroutes.

► Salaires

- Gel des salaires à Air France depuis 5 ans, blocage des négociations ;
- Refus d'une vraie reconnaissance de la pénibilité ou de l'égalité public/privé pour les salariés du transport de déchets.

► Réforme des retraites

- Remise en cause des régimes particuliers (RATP, personnel aérien navigant, Titre II de la CARCEPT, renégociation des CFA).

Bien que nos réalités quotidiennes soient différentes, nous voyons bien que les attaques que nous subissons, chacun dans notre entreprise, ont les mêmes fondements et le même sens.

L'intersyndicale du 30 août 2018, qui a décidé de la journée d'action du 9 octobre, dénonce une politique idéologique visant à la destruction de notre modèle social, favorisant notamment l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs.

Le 9 octobre, les Fédérations CGT des Transports et des Cheminots appellent les salariés à se mobiliser :

- Pour défendre leur cahier revendicatif d'entreprise et exiger de leur employeur des réponses positives ;
- Pour contester la politique du Gouvernement, dont les réformes s'attaquent à l'ensemble des salariés comme, par exemple, la loi « avenir professionnel » qui va réduire l'accès à la formation et priver les représentants du personnel de capacités d'intervention sur l'utilisation des fonds. Nous pourrions citer également la suppression de l'indexation de l'augmentation des minima sociaux et des pensions de retraites sur l'inflation qui va faire perdre du revenu aux plus fragiles, la réforme de la justice, les attaques sur les services publics, la réforme des retraites...

Le mécontentement isolé ou les sondages ne suffisent pas à obliger le Gouvernement à changer de cap. Il faut s'organiser syndicalement, se mobiliser collectivement pour établir un rapport de forces et obliger patronat et Gouvernement à satisfaire nos revendications. Tous ensemble, nous pouvons gagner une meilleure réponse à nos besoins économiques et sociaux !

Les fédérations CGT des Transports et des Cheminots tirent la sonnette d'alarme et appellent les salariés à se mobiliser par la grève le 9 octobre 2018 !